

<https://www.ujfp.org/spip.php?article8045>

UJFP

PALESTINE Non à la « normalisation » avec la colonisation et l'apartheid

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : samedi 5 septembre 2020

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

La société civile palestinienne, comme tout le peuple palestinien, se tiennent aux côtés de la majorité silencieuse tant aux Émirats arabes unis (EAU) et que dans les pays du monde arabe et d'ailleurs, en condamnant fermement l'accord conclu entre les dirigeants autoritaires des EAU et d'Israël, et soutenu par la Maison Blanche de Trump. Il s'agit de la plus grave trahison du régime des EAU face à la lutte pour la libération et l'autodétermination palestiniennes.

L'accord a été annoncé alors qu'Israël bombardait, une fois de plus, la bande de Gaza assiégée et appauvrie, et attaquait les Palestiniens en Cisjordanie, signalant qu'il ne ferait rien pour diminuer les agressions brutales d'Israël contre le peuple palestinien.

L'affirmation du régime des Émirats arabes unis selon laquelle le prix à payer pour sa violation du principe central d'engagement des peuples du monde arabe en faveur de la cause palestinienne était le gel, par Israël, de ses projets d'annexer formellement certaines parties du territoire palestinien occupé est un mensonge. Après l'accord, Netanyahu a annoncé que le plan d'annexion est toujours en vie, mais a été temporairement retardé pour lui permettre de parvenir à un accord avec Trump sur la meilleure façon de le mettre en oeuvre.

Le régime d'occupation, le colonialisme et l'apartheid israéliens célèbrent cette dernière percée diplomatique comme une couverture indispensable pour ses crimes de guerre et crimes contre l'humanité que subit le peuple palestinien. Il s'agit notamment de massacres et nettoyage ethnique, en particulier à Jérusalem, au Naqab et dans la vallée du Jourdain ; du siège de Gaza ; de démolitions de maisons ; de destruction d'anciennes oliveraies ; de la destruction ou de l'appropriation du patrimoine culturel et archéologique ; et du déni des droits fondamentaux protégés par le droit international.

Cet accord de « paix » entre les régimes israélien et émirati culmine après des années de relations secrètes et parfois publiques entre ces deux pays, y compris l'importation par les Émirats arabes unis de milliards de dollars de technologies de sécurité et militaire israéliennes ces dernières années. Il s'inscrit dans le contexte de la perpétration par le régime émirati de ses propres crimes contre le peuple yéménite, en partenariat avec le régime saoudien despotique et la pleine complicité des États-Unis et de plusieurs États européens.

L'Etat colonialiste et d'apartheid peut conclure des accords avec tous les dictateurs du monde, mais cela ne peut que retarder, et non contrecarrer, son temps de jugement, lorsqu'il sera confronté à des sanctions légales et ciblées visant à mettre fin à son régime d'apartheid et à son déni de plusieurs décennies des droits palestiniens, comme le stipule le droit international. En témoigne la croissance massive de l'impact du mouvement BDS ces dernières années et l'intégration des mesures de responsabilisation, y compris des sanctions, pour contrer les plans d'Israël visant à renforcer l'annexion formelle des terres palestiniennes et à mettre fin à son régime d'apartheid et à son système d'oppression.

En réponse à la trahison de la dictature des Émirats arabes unis,

Nous appelons le peuple émirati à boycotter toute présence ou activité israélienne dans le pays ou ailleurs et à refuser de s'engager avec l'ambassade israélienne ou avec des entités partenaires avec eux et avec toutes les institutions israéliennes complices,

PALESTINE Non à la « normalisation » avec la colonisation et l'apartheid

Nous appelons également les peuples du monde arabe soifs de liberté et de justice sociale avec le soutien du réseau de solidarité avec le peuple palestinien en France et dans le monde, à continuer à résister activement à cette normalisation abjecte, en :

- ▶ boycottant toutes les activités, festivals et projets parrainés par le régime des Émirats arabes unis, y compris l'EXPO de Dubaï, le Dubai Shopping Festival, ainsi que des festivals et des conférences sportifs, culturels et économiques et financiers ;
- ▶ boycottant toute société émiratie ou autre qui deviennent complices de la mise en oeuvre de cet accord de normalisation avec Israël ;
- ▶ s'abstenant de se rendre en Palestine, y compris à la mosquée al-Aqsa, en vertu de cet accord contraire à l'éthique, et de participer à des initiatives de confession qui sous-tendent ce soi-disant « Accord d'Abraham ».

Le peuple palestinien, soutenu par la majorité absolue dans le monde arabe et par les gens de conscience dans le monde entier, continuera à résister à la colonisation israélienne et au son régime d'apartheid, en insister sur notre droit inaliénable à la libération, à l'autodétermination, à la liberté et à la dignité dans notre patrie. Nous appelons les gens du monde entier à intensifier les campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS), contre l'annexion et l'apartheid en cours par Israël.

Vive la résistance du peuple palestinien

Rassemblement devant l'ambassade des EAU

Jeudi 10 septembre à 18h30

PONT DES INVALIDES - ANGLE QUAI D'ORSAY

A l'initiative du Forum Palestine Citoyenneté

Premiers Signataires :

Association des Palestiniens en Ile-de France

Le comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)

Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF)

AFD International

AURDIP

Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM).

CICUP

Réseau Euro-Maghrébin Citoyenneté et Culture (REMCC)

UJFP (Union Juive Française pour la Paix)

Le collectif algérien en France ACDA (Agir pour le changement et la démocratie en Algérie)

CJACP (Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine).

Initiative Franco-égyptienne pour les Droits et les Libertés (IFEDL)

Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)

Union des Tunisiens pour l'Action Citoyenne (UTAC)

Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF)

Association Arts et Cultures des Deux Rives (ACDR),

Union syndicale Solidaires

NPA/ PCOF/ PIR (Pari des Indigènes de la République) / PEPS (pour une écologie populaire et sociale)

Personnalités : Alima Boumediene Thiéry -Avocate